

La sortie de l'UE a durement touché le Royaume-Uni. Reportage et bilan dix ans après le vote sur le Brexit

Le Royaume désuni et isolé



L'économie est en souffrance et les partisans du retour à l'UE dénoncent désormais les manipulations du parti d'extrême droite eurosceptique Reform UK de Nigel Farage. Keystone

« JULIE ZAUGG, ROMFORD

Brexit » Le marché de Romford bat son plein en ce mercredi du mois de juin. Deux femmes examinent des pots de fleurs contenant des gants de fleurs contenant des gants de fleurs contenant des gants de fleurs. Un homme achète du steak au boucher, qui a orné son étal de croix de saint Georges, le drapeau anglais. Un café proposant des pies et des anguilles en gelée, une spécialité de l'est de Londres, est rempli de retraités grisonnants. Le district d'Haverling, qui abrite Romford, dans la banlieue de Londres, avait opté pour le Brexit à 70% le 23 juin 2016.

«J'ai voté pour quitter l'Union européenne et je le referai, glisse Steven, 44 ans, le boucher du marché. Nous devons reprendre notre indépendance, cesser de nous faire dicter des règles par Bruxelles et de soutenir financièrement des pays comme la Grèce.» Tout au plus regrette-t-il la façon dont la sortie de l'Union européenne a été exécutée. «Il aurait fallu une rupture nette, nous sommes encore trop imbriqués avec l'UE», déplore-t-il.

Parmi les autres commerçants du marché, l'humeur est plus morose. «Il est devenu très

coûteux et complexe d'obtenir des abricots d'Espagne ou des cerises de France, relève Rada, 42 ans, qui gère un étal de fruits et légumes. En raison des nombreux contrôles à la frontière, les produits restent parfois coincés durant plusieurs jours en transit. Lorsque nous les recevons, ils sont gâtés et nous devons tout jeter.» Certains biens ne sont plus disponibles. «Nous ne parvenons plus à obtenir des fraises de Belgique. Les exportateurs ne veulent plus les vendre au Royaume-Uni à cause de toute la paperasse.»

Importations en berne

Depuis le Brexit, devenu effectif au 31 janvier 2020, l'économie britannique a souffert. Les études montrent que la sortie de l'UE a impacté le PIB à hauteur de 6% à 8%. Les échanges avec le continent ont chuté de 15%.

«L'import/export de biens est le secteur le plus durement touché, note Joël Reland, un chercheur pour le think tank UK in a Changing Europe. Chaque chargement doit désormais faire l'objet d'une déclaration et être inspecté à la frontière.» Cela est particulièrement problématique pour les biens périssables, comme les fruits et légumes et les produits complexes comme

les moteurs de voiture, composés de multiples pièces provenant de divers pays, précise-t-il.

Au moment de l'introduction de ces contrôles, le Gouvernement britannique a estimé que cela coûterait 330 millions de livres par an aux entreprises britanniques. Ne pouvant pas absorber ces coûts, de nombreuses PME ont décidé de renoncer au marché européen. Des groupes automobiles se sont quant à eux détournés du Royaume-Uni, à l'image de BMW qui a décidé de produire la majorité de ses véhicules électriques aux Pays-Bas plutôt que sur sol britannique.

Ediz, 24 ans, le gérant du Café Bueno, au centre de Romford, est en plein coup de feu de la pause de midi. Il débite les assiettes de *fish & chips* et les thés au lait avec des gestes rapides. «Depuis le Brexit, nous sommes systématiquement en sous-effectif», déplore-t-il.

Visas handicapants

Les ressortissants d'Europe de l'Est qui œuvraient autrefois pour le café sont tous rentrés au pays. «Ils ne parviennent plus à obtenir des visas pour travailler au Royaume-Uni», dit-il. A la place, il a dû embaucher des étudiants. «La moyenne d'âge de mes em-

ployés oscille autour de 18 ans, glisse-t-il. Ils manquent d'expérience et ils ne restent jamais très longtemps. Je dois en engager plus pour faire le même travail.»

«Depuis le Brexit, nous sommes tout le temps en sous-effectif»

Ediz

Avec le Brexit, la libre circulation des personnes a été remplacée par un système de visa à points qui donne la priorité aux travailleurs qualifiés et à certaines professions, notamment dans la santé. «Or, les postes occupés par les personnes en provenance de l'UE étaient majoritairement dans des secteurs à faibles qualifications et bas revenus, comme la cueillette de fruits, la restauration, l'hôtellerie, le transport de biens ou la transformation des aliments», souligne Joël Reland.

Ces dernières années, ils ont tous connu des pénuries de tra-

vailleurs. Des pubs sont restés fermés certains jours de la semaine par manque de personnel. Des paysans ont dû jeter une partie de leur récolte car il n'y avait personne pour la cueillir.

L'arrivée d'étudiants européens a elle aussi plongé suite au Brexit. En plus de devoir obtenir un coûteux visa d'études, ils doivent désormais s'acquitter des mêmes frais universitaires que leurs homologues extra-européens, ceux-ci pouvant atteindre jusqu'à 38 000 livres par an. Résultat, leur nombre a chuté de 57% entre 2020/21 et 2023/24.

«Cette tendance a en partie été contrée par l'arrivée d'un nombre croissant d'étudiants chinois, nigériens et indiens», indique Joël Reland. Mais leur contribution est moins stable: la crise immobilière en Chine et la dévaluation du naira au Nigeria ont fait chuter le nombre d'étudiants en provenance de ces deux pays. Cela a eu un impact direct sur les finances des universités. Entre 40% et 45% d'entre elles sont aujourd'hui en situation de déficit et une poignée est au bord de la faillite.

Pour une majorité de Britanniques, les effets du Brexit se font surtout sentir lorsqu'ils voyagent. «Ils doivent faire la queue durant des heures à l'aé-

roport et depuis ce printemps, obtenir une autorisation de voyage électronique (ETA) pour se rendre dans l'UE», note Joël Reland. Lors de l'introduction du nouveau système, qui nécessite de fournir des données biométriques, plus de 100 Britanniques ont raté leur avion à l'aéroport de Milan après avoir attendu trois heures pour passer le contrôle des passeports.

«Il est aussi devenu plus complexe de vivre ou d'étudier dans l'Union européenne», souligne-t-il. Déambulant entre les étals du marché de Romford vêtu du jersey de l'équipe d'Angleterre, Paul, 68 ans, fait partie des déçus du Brexit. «J'ai voté pour la sortie de l'Union européenne mais sans me rendre compte des conséquences», livre-t-il. Il avait prévu de prendre sa retraite sur la côte espagnole, comme bon nombre de ses compatriotes, mais le Brexit a rendu ce rêve impossible.

Il n'a le droit de résider en Espagne que 90 jours, deux fois par an, et doit prouver qu'il dispose de 2000 livres par mois pour subvenir à ses besoins. «J'ai économisé toute ma vie pour passer mes vieux jours au soleil et je me retrouve coincé ici», soupire-t-il. »

Des perdants et une poignée de gagnants

Les secteurs des services financiers et de l'intelligence artificielle ont bénéficié du Brexit.

Si l'économie britannique dans son ensemble a souffert du Brexit, une poignée de secteurs ont tiré leur épingle du jeu. «Les services financiers et les entreprises d'intelligence artificielle ont bénéficié de la réglementation plus souple que le Royaume-Uni a adoptée après avoir quitté le bloc européen»,

souligne Jill Rutter, chercheuse au think tank Institute for Government. La City n'est ainsi plus soumise aux exigences strictes en matière de capitaux et de compliance contenues dans les régimes Solvency II et MiFID II. Les limites sur les bonus des banquiers ont également été supprimées. Pour l'heure, Londres n'a pas adopté d'équivalence à la sévère loi sur l'intelligence artificielle, entrée en vigueur dans l'UE en 2024.

L'Irlande du Nord fait également partie des gagnants du Brexit. Depuis l'introduction de l'accord de Windsor en 2023, cette région bénéficie d'un double accès au marché unique européen et britannique.

Cela profite notamment à l'industrie pharmaceutique, des machines et de l'alimentation qui peuvent exporter leurs produits dans les deux zones sans entraves. » JZ

UNE VAGUE DE «BREGRET»

Le renversement est spectaculaire: 57% des Britanniques pensent désormais que le Royaume-Uni a eu tort de quitter l'Union européenne et 55% seraient même prêts à retourner dans le bloc, selon un sondage publié par l'institut YouGov en juin 2026. Il y a dix ans, ils avaient voté à 52% contre 48% pour le Brexit. «La plupart des personnes qui souhaitaient quitter l'UE – trois quarts d'entre elles – ne regrettent pas leur choix», relève Joël Reland, un chercheur pour le think tank UK in

a Changing Europe. Bien au contraire, elles pensent que le gouvernement n'a pas mis en œuvre leur volonté de façon suffisamment radicale, selon lui. L'écrasante majorité des jeunes électeurs, parmi lesquels se trouvent de nombreuses personnes qui n'avaient pas l'âge de voter en 2016, sont en revanche opposés au Brexit. Quelque 67% des 18 à 24 ans aimeraient voir le Royaume-Uni retourner dans l'UE, selon un rapport de UK in a changing Europe. JZ